

Patrons voyous, patrons menteurs

■ Le bilan social 2014 de la maison mère vient de sortir ■ Une fois encore, des indicateurs consternants et révélateurs de la condition des postier-es ■ Pour les dirigeants, c'est le jackpot, une caste surpayée qui trace les grandes lignes de la décadence de La Poste ■ Pour SUD PTT, la coupe est pleine.

Aggravation continue

Lors du bilan social 2013, en nous appuyant sur son contenu et sur l'analyse d'une soixantaine d'expertises, nous avons alerté publiquement le ministère de tutelle et la direction générale du travail sans réaction des uns et des autres. Sans surprise, le bilan 2014 est de la même veine. **A La Poste, le malaise social existe et s'enracine un peu plus chaque année !**

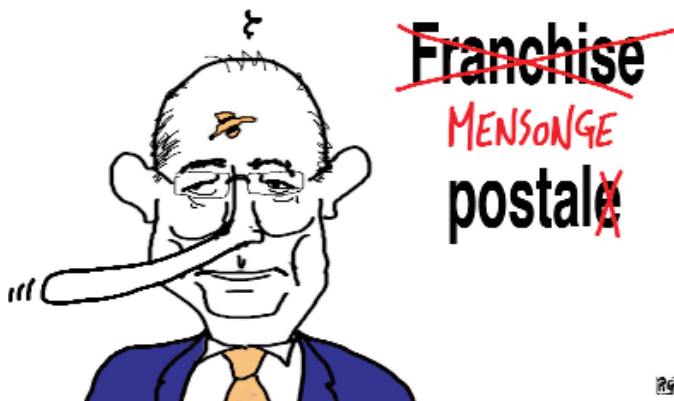
Malgré l'évidence, arc-boutée sur le refus de reconnaître une réalité dérangeante, la direction de La Poste est fière de ce bilan et se targue de faire baisser les accidents de travail et de réaliser un effort sans précédent pour ce qui concerne la formation. Une bien faible argumentation au regard des indicateurs d'emploi et d'absentéisme qui sont produits. Elle est d'autant plus faible que pour ce qui concerne la formation professionnelle, le pourcentage de la masse salariale qui y est consacré baisse de 2,7 % ! Pour la direction qui minimise les chiffres ou reporte des responsabilités sur des faits extérieurs, tout va bien et il n'y a rien à changer.

En 2014 comme pour les années précédentes, la quasi totalité des voyants sont au rouge: hausse de plus de 9 % des licenciements, progression de 13,8 % des démissions. Ce dernier chiffre est particulièrement inquiétant alors que la situation du chômage ne cesse de se dégrader, on voit bien qu'il ne s'agit pas d'un appel d'air qui conduirait les postier-es à quitter l'entreprise pour trouver un emploi mieux payé mais d'un mal être qui les pousse à la fuite !

Qu'attendent la direction de La Poste et le gouvernement par l'intermédiaire de son ministre de tutelle pour agir ? De nouveaux suicides pour trouver un nouveau travail à Sieur Kaspar ?

Emploi : le mensonge de QVT dévoilé

7 352 personnes physiques n'ont pas été remplacées en 2014. Arrêtons nous un bref instant sur les



promesses de 2012 lors de l'annonce du gouvernement et de la direction de La Poste en réponse au rapport Kaspar. Ils annonçaient 15 000 recrutements sur la période 2012 à 2014. Les empêchés de tourner en rond de SUD PTT avaient alors mis un bémol car le compte n'y était pas pour combler les départs prévisionnels. La vérité est là : 11 825 départs non remplacés ! Une situation d'autant plus préoccupante que le président de La Poste a d'ores et déjà affirmé que l'engagement de recruter 5 000 CDI par an étant terminé, les compressions d'emplois seront plus fortes !

Coté précarité et contrairement aux propos de nos dirigeants sur son élimination, on est encore loin du compte avec plus de 15 000 CDD, dans la ligne des années précédentes. Du travail il y en a donc !

Congés maladie, toujours en hausse

Avec presque 24 jours d'arrêt maladie par agent, La Poste est très loin devant les autres grandes entreprises françaises. L'explication à deux balles de la direction : le taux d'absence élevée pour maladie serait dû à l'augmentation de l'âge moyen des postiers et les maladies de plus de 30 jours. Il y a trois ans déjà, des administrateurs (pas salariés) avaient également souhaité qu'une étude soit réalisée sur les longues maladies sans que jamais rien ne soit entrepris. Quand à l'excuse de l'âge moyen des postiers, si son augmen-

tation était la cause d'un taux très largement supérieur à ce qui peut être constaté dans les autres entreprises (en 2013, ce taux était de 3,6 selon la DARES qui dépend du ministère du travail), le taux d'absentéisme des fonctionnaires devrait évoluer beaucoup plus fortement que celui des salarié-es, exactement le contraire de ce qui se passe dans les faits. Une nouvelle fois, la direction de La Poste nie l'évidence, se réfugiant dans le mensonge institutionnel devant **la forte augmentation (+6,7%)** d'un indicateur de la dégradation de la santé des travailleur-euses.

Salaires: ceinture pour le plus grand nombre.....

Coté salaires, l'austérité reste de mise pour la majorité des salarié-es (+1,39% en moyenne) et fonctionnaires (+1,23% en moyenne) de La Poste. Ces augmentations sont des moyennes de salaires, tous les collègues ne connaissent donc pas la même évolution en particulier ceux qui n'ont pas bénéficié de changement d'indice ou de promotion et subissent une perte de pouvoir d'achat non négligeable. Et ils sont nombreux, salariés comme fonctionnaires à voir leur salaire moyen réduit chaque année.

Pour les salarié-es, l'année 2014 aura été la pire !

.....caviar pour les dirigeants

Cette austérité n'est pas de mise pour les dirigeants qui ont été épinglés par la cour des comptes dans un récent rapport. Nous avons assisté à une très forte inflation de leur nombre et de leur rémunération: en 2012 plus de 170 cadres étaient payés plus de 150 000 euros annuels. Les dix plus hauts dirigeants dépassant même régulièrement les 450 000 € en moyenne. Le PDG dont la rémunération est normalement plafonnée à 450 000 € aura perçu plus de 500 000 € en 2014, il avait déjà explosé le compteur en 2013 avec 736 480 € quand il est passé de banquier à patron du groupe La Poste. Ces individus placés en position « hors cadre » et titulaires de contrats de travail bien juteux, bénéficient en outre d'une place bien au chaud en cas de retour à leur statut initial, avec la possibilité de toucher au passage des indemnités de licenciement ! La Cour des Comptes qualifie cet effet d'aubaine et ces avantages « **d'anomalie en matière de gestion RH** ».

Les indicateurs du bilan social sont révélateurs du mal être et des mauvaises conditions de travail qui persistent à La Poste. Injuste partage des salaires, situations individuelles critiques, dégradation de la santé des personnels, on ne peut pas laisser faire. Autant de preuves que les patrons de La Poste n'ont que faire de la situation des postier-es, autant de raisons de se soulever dès que l'occasion se présente, de dire non à cette politique anti-sociale.

Accidentologie

Sur le sujet, la direction donne des chiffres contradictoires avec une baisse de l'accidentologie de 9% dans le bilan social et une hausse de 2,13% dans le rapport de situation comparée. Le niveau pertinent de traitement reste le CHSCT pour avoir des renseignements plus précis.

Par ailleurs, il serait aussi intéressant de savoir si les agents victimes d'accident ont bien les renseignements et les moyens de les faire reconnaître dans leur service. On relèvera que La Poste affiche des indicateurs bien moins bons que d'autres grandes entreprises comme la SNCF ou Orange FTSA. Il n'y a donc pas lieu de crier victoire comme le font nos patrons !

Une autre tendance ne change pas, c'est ce que nous qualifions l'an dernier du syndrome de l'armée mexicaine. Pour 2014, c'est - 6 951 agents d'exécution, soit - 4,11 % alors que le nombre de cadres supérieurs a progressé de 266, soit + 1,50 % !

Patrons voyous !

Evidemment une telle pression induit des résistances là où le ras le bol est total, où les agents n'en peuvent plus. Sur le front des luttes, de nombreux conflits se développent aux quatre coins du territoire avec un taux d'arrêts de travail en forte augmentation dans les grèves locales (+60% de 2013 à 2014).

Devant cette expression des colères du personnel, la direction de La Poste réprime en sanctionnant les syndicalistes et embauchant illégalement des intérimaires pour briser la grève.

Dans les Hauts de Seine par exemple, le Directeur du courrier a été condamné pénalement pour ces faits. Coté sécurité, nous avons gagné au Conseil des prud'hommes du Havre contre la direction qui refusait d'assurer la sécurité des bureaux de Poste sujets à des attaques à main armée.

Des voyous on vous dit.



25/27 rue des envierges
75020 Paris

www.sudptt.org

tel : 01 44 62 12 00
fax : 01 44 62 12 34
mail : sudptt@sudptt.fr

Fédération des activités postales et de télécommunications

